

## « Une femme en Côte d'Ivoire, une femme au Burkina Faso »

Changement écologique et social autour du cacao... et de l'anacarde

François Ruf

---



**Electronic version**

URL: <http://echogeo.revues.org/14696>  
ISSN: 1963-1197

**Electronic reference**

François Ruf, « « Une femme en Côte d'Ivoire, une femme au Burkina Faso » », *EchoGéo* [Online], 37 | 2016, Online since 07 October 2016, connection on 12 October 2016. URL : <http://echogeo.revues.org/14696>

---

**Publisher**

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

This text was automatically generated on 12 octobre 2016.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

---

# « Une femme en Côte d'Ivoire, une femme au Burkina Faso »

Changement écologique et social autour du cacao... et de l'anacarde

François Ruf

---

## Introduction

- 1 « Pas de boom cacao sans migrations massives ». L'histoire universelle du cacao souffre peu ou pas d'exceptions à cet adage. Tout boom cacao se réalise par une rencontre entre terre et travail. La terre est la forêt tropicale, dont la présence garantit simultanément une fertilité propice à la cacaoculture et une disponibilité foncière : une faible densité de population n'induit qu'une faible pression sur le milieu naturel. Le travail vient d'une zone plus ou moins proche, plus densément peuplée et relativement pauvre. La rencontre terre/travail se réalise donc par migration, souvent massive : une colonisation de peuplement, avec des migrants stimulés par une information sur la terre disponible et les revenus potentiels du cacao (Ruf, 1995 ; Clarence-Smith et Ruf, 1996 ; Chauveau et Léonard, 1996).
- 2 En Côte d'Ivoire, l'immigration est un phénomène historiquement ancien mais n'a pris de véritable importance qu'à partir du développement des cultures de cacao, de café et de banane dans les années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale (Boutillier, 1971). Au cours des années 1970, après l'ouverture du pont de Soubré sur le Sassandra, les migrations de peuplement conduites à des taux d'accroissement de population de plus de 20 % par an dans le sud-ouest du pays ; migrations essentiellement motivées par les revenus attendus du cacao (Pélissier, 1978 ; Léna, 1979 ; Ruf, 1988 ; Brou, 2005 ; Léonard et Vimard, 2005). Au cours de la période 1976-1980, le solde migratoire du pays a été de +1,3 million de personnes, dont 700 000 en provenance du Burkina, 300 000 du Mali et 100 000 de Guinée (Russel, Jacobson et Stanley, 1990, cité par Bossard, 2003). La croissance de la population est aussi urbaine mais très liée aux migrations agricoles : les nouvelles localités urbaines sont presque toutes situées dans des départements ayant connu un fort

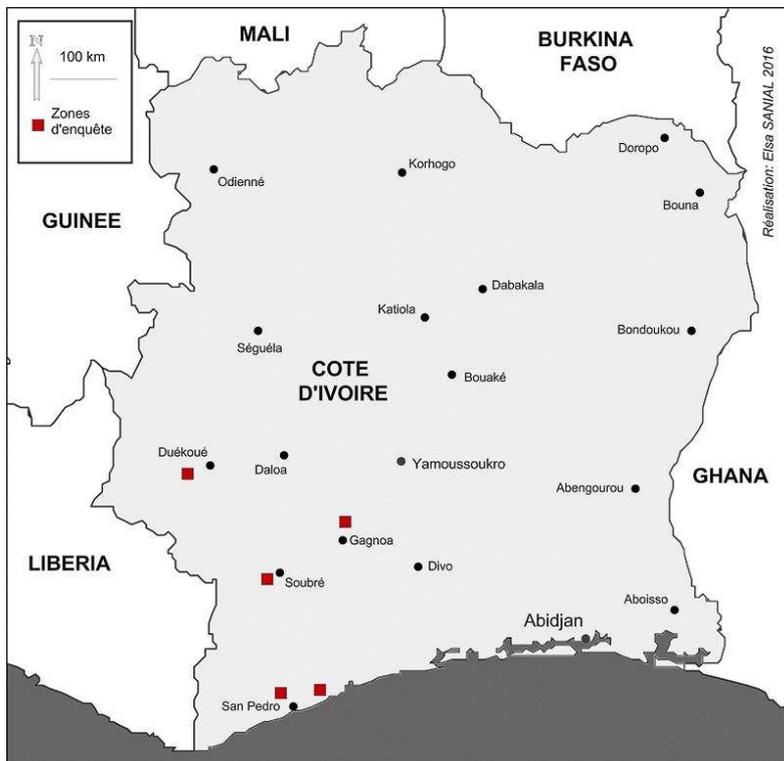
mouvement de concentration de population rurale ou ayant déjà de fortes densités rurales (Chaléard et Dubresson, 1989).

- 3 Puis émerge la phase de contradiction politique. Pendant plusieurs années, la dépendance de la Côte d'Ivoire au regard de la main-d'œuvre étrangère est officiellement tue. Mais à la fin des années 1990, dans un contexte de luttes politiques, l'administration n'hésite plus à publier « *Immigration en Côte d'Ivoire : le seuil du tolérable est largement dépassé* » (Politique Africaine, 2000 ; Touré, 2000).
- 4 De décembre 1999 à 2011, la crise socio-politico-militaire de la Côte d'Ivoire peut s'interpréter en partie comme les effets d'instrumentalisations politiques des tensions sociales, notamment sur le foncier, entre autochtones et migrants, notamment d'origine étrangère (Losch *et al.*, 2003 ; Chauveau et Richards, 2008). Bien des villageois des deux « camps » y ont laissé leur vie. Mais au cours des années 2010, les migrations continuent et reprennent de plus belle dans l'extrême ouest du pays, remontant vers les forêts du Cavalhy, Goin Débé, le parc du Mont Peko (Ruf, 2013). La nouvelle « boucle du cacao » se construit désormais entre le nord de la forêt de Taï et les régions montagneuses de Man et Touba.
- 5 Ainsi, à des degrés divers mais selon un processus universel, les cycles « booms/ récession » du cacao et les cycles économiques et politiques des pays dépendants du cacao sont nécessairement liés. Au Ghana, le cycle « politico-cacaoyer » est allé jusqu'au renvoi massif des étrangers par « l'Aliens compliance order » de 1969, contribuant largement à l'effondrement du cacao et de l'économie nationale dans les années 1980. En Côte d'Ivoire, l'emprise du cacao est allée jusqu'à une grave crise politico-militaire traversant la décennie 2000. Dans les deux pays, à des rythmes différents, la résilience de la cacaoculture familiale, les migrations et les défrichements de forêt font rebondir les économies cacaoyères. En 2014-2015, avec 1 800 000 tonnes, la Côte d'Ivoire bat à nouveau des records de production. La part des migrants d'origine Burkinabé dans cette production s'accroît de décennie en décennie (Ruf, 1999, 2001).
- 6 La proposition d'*ÉchoGéo* de réfléchir à la place des femmes dans l'émigration, et plus particulièrement la place de celles qui « restent », est donc particulièrement intéressante dans ce contexte des migrations déterminantes des booms cacao. Au-delà des prenantes tâches ménagères, au-delà du temps consacré aux enfants, les femmes jouent un rôle majeur dans les exploitations cacaoyères. Elles contribuent aux récoltes de cacao, sont garantes de la sécurité alimentaire de la famille par leurs cultures vivrières. Elles génèrent des revenus complémentaires par les ventes de riz ou manioc, aubergines ou piments, par des ventes de cola, par des petits commerces, par la transformation artisanale comme l'attieke, l'huile de palme, le savon local, la tenue de petites boutiques ou restaurants. Leur absence semble avoir un prix. Alors pourquoi certaines resteraient-elles au village d'origine ? Ou pourquoi y retourneraient-elles ? Ces situations relèvent-elles de simples arrangements familiaux ou de stratégies économiques ? Que nous apprennent-elles sur les réseaux entre villages d'accueil et les villages d'origine ? Plus largement, offrent-elles un nouveau regard sur les évolutions de l'économie de plantation villageoise ? En premier point, quel pourrait être l'importance du processus ? Combien sont-elles à s'installer dans leur pays ou village d'origine plutôt que dans la région cacaoyère où leur mari travaille comme planteur ?

## Éléments de méthode

- 7 Ces questions sont traitées de façon exploratoire, sur un échantillon de 209 exploitations familiales, prises au hasard dans onze villages de migrants : trois dans le centre-ouest (Souleymanekro et Konankouassikro au nord de Gagnoa, et Gossea près de Daloa), huit à l'ouest du fleuve Sassandra (Koffikouadiokro, Gnamienkro et Sarakagui près de Soubré, Tuih entre Soubré et San Pedro, Krémoué dans la région de San Pedro, Carrefour-Monogaga vers Sassandra, et Binao et Pinhou dans la région de Duekoué).

Illustration 1 – Localisation des zones d'enquêtes



Réalisation : Elsa Sanial, 2016.

- 8 57 % des migrants se déclarent d'origine étrangère, essentiellement Burkinabé (56 %), laissant 1 % aux planteurs d'origine béninoise. 43 % se déclarent d'origine ivoirienne : baoulé (24 %), sénoufo (10 %) et abron (9 %), respectivement du centre, du nord et de l'est de la Côte d'Ivoire. Cependant, malgré un contexte politico-administratif devenu beaucoup plus favorable aux migrants d'origine étrangère depuis 2012, une partie des planteurs se déclarant « Senoufo de Korhogo » ou « originaires d'Odienné », les villes du nord de la Côte d'Ivoire, vient souvent du Mali et, dans une moindre mesure, du Burkina Faso.
- 9 Par définition, étant centré sur la famille et l'éventuelle épouse restée ou repartie au pays, le questionnaire est passé avec le mari et chef de famille. Il en ressort une vision orientée par celle du mari, nécessairement partielle et partielle. Ce défaut a été en partie atténué par quelques entretiens complémentaires avec des co-épouses restées sur l'exploitation cacaoyère, permettant parfois d'affiner les interprétations sur les motifs de départ des femmes.

- 10 Toutes les familles enquêtées dépendent du cacao comme principale source de revenus, avec des superficies variant de 2 à 12 ha de cacao. L'échantillon de 209 exploitations de planteurs migrants peut paraître limité, mais les questions traitées relevant en partie de la sphère privée nécessitent d'acquiescer un certain niveau de confiance avec les planteurs.
- 11 En contrôle, nous recourons à un autre échantillon, de 195 planteurs, pris dans 18 villages, couvrant l'ensemble de la zone cacaoyère, également enquêtés en 2014. L'objectif de cette autre enquête était plus large, il s'agissait de caractériser les exploitations et d'étudier l'impact de l'engrais sur les plantations adultes et vieillissantes.
- 12 Enfin, pour évaluer les changements profonds dans le processus de différenciation sociale, les résultats de deux enquêtes de 1997 et 2000 sont mobilisés. La première, localisée dans la région d'Ouragahio, au nord de Gagnoa, auprès de 73 exploitations, avait pour objectif d'évaluer la diversification agroforestière. La seconde, sur 4 régions de la zone cacaoyère, couvrant les grands ensembles régionaux de l'est, du centre-ouest et du sud-ouest, auprès de 455 exploitations, avait pour principal objectif d'évaluer les contraintes en main-d'œuvre.

## Le basculement de la différenciation sociale

### 1960 : des planteurs essentiellement autochtones

- 13 Au début des années 1960, les grands planteurs de cacao et café sont les autochtones de l'est, principalement les Agni, lesquels ont alors réussi à contrôler la main-d'œuvre, venant de l'ex-Haute Volta et du pays baoulé. À l'ouest du Bandama, les autochtones Bété sont des petits planteurs d'à peine 2 hectares. Il y a bien quelques migrants venus du nord de la Côte d'Ivoire, plutôt commerçants, possédant quelques hectares de café ou cacao (Dozon, 1975). Il y a bien quelques premiers Baoulé arrivés avant l'Indépendance puisque les premiers conflits fonciers attirent déjà l'attention de l'administration coloniale (Raulin, 1957). Mais ils sont encore très marginaux dans l'ouest du pays. L'étude régionale de 1964 réalisée dans le centre-ouest ne fait pas état de migrations. Le planteur du centre-ouest (régions de Divo, Gagnoa, Oumé, Daloa) est fondamentalement un petit planteur autochtone possédant à peine 2 hectares de café, et pratiquement pas de cacao. Dans le cadre des mêmes études régionales, celle réalisée par la SEDES (« Société d'Études pour le Développement économique et social », un des grands bureaux d'études français intervenu en Afrique de l'Ouest dans les années 1960-1980) ainsi que plusieurs travaux de chercheurs, montrent une plus grande colonisation des migrants mais néanmoins une dominante autochtone avec des planteurs possédant 7 hectares en moyenne (SEDES, 1967 ; Boutillier 1971 ; Chaléard, 1979).

### 1970/1980 : la montée en puissance des planteurs d'origine baoulé

- 14 À partir de la fin des années 1960, en partie servis par leur expérience en pays Agni, bénéficiant d'un réservoir de main-d'œuvre dans les villages d'origine, et stimulés pas les signaux politiques transmis par le Président Houphouët-Boigny, dont le célèbre décret « la terre appartient à celui qui la travaille », les migrants Baoulé deviennent les grands gagnants de la course à la forêt dans le centre-ouest et le sud-ouest. Les exploitations de 15 hectares de cacao sont fréquentes (Léna, 1979 ; Ruf, 1988). En corollaire, la boucle du cacao de l'est se « déplace » vers l'ouest : Gagnoa, Daloa puis Soubré. Ce poids des

migrations baoulé se fait encore sentir à la fin des années 1990. Ainsi une enquête de 1996-1997 dans la région de Gagnoa montre que les migrants d'origine baoulé ont encore 8 hectares de cacao, dominant largement les autochtones, lesquels manquent de main-d'œuvre (tableau 1). Les jeunes autochtones émigrent vers les villes.

- 15 Quant aux migrants Burkinabé, tout en assurant un statut de « fournisseur » de travail aux autres groupes, ils s'interposent progressivement entre les autochtones et les Baoulé. S'ils disposent de tout le réservoir de main-d'œuvre nécessaire, leur ascension économique est plus lente que celle des Baoulé, car il leur faut plusieurs années pour réaliser qu'ils peuvent accéder massivement à la terre, malgré leur statut d'étranger. Ainsi, au milieu des années 1990, dans certaines régions comme au nord de Gagnoa, ils restent encore « à la traîne » des Baoulé, tout en compensant leurs moindres surfaces par de meilleurs rendements par hectare. Ils obtiennent des revenus moyens déjà trois fois supérieurs à ceux des autochtones (tableau 1).

Tableau 1 - Moyennes des superficies et production de cacao et café dans la sous-préfecture d'Ouragahio (Nord de Gagnoa), en 1996 (73 exploitations)

	Autochtones (Bété) Cacao + Café	Migrants (Baoulé) Cacao + Café	Migrants (Burkinabè) Cacao + Café	Ensemble Cacao + Café
Superficie (ha)	2,0 + 0,8	7,9 + 1,2	2,9 + 0,9	4,5 + 1,0
Production (kg)	942 + 182	5 036 + 63	1 809 + 512	2 725 + 226

Sources : enquêtes auteur, 1996-1997.

## 1990/2000 : amorce du déclin baoulé, de la montée burkinabé

- 16 Dans plusieurs régions, notamment à l'ouest du Sassandra, les migrants d'origine burkinabé n'hésitent plus à accéder à la terre. Progressivement par leur nombre mais aussi par les superficies moyennes acquises par chaque migrant, les Burkinabé s'éloignent définitivement du statut de « groupe fournisseur de travail » et émergent véritablement comme un puissant groupe de planteurs dans les années 1990-2000.
- 17 Dans une large mesure, les migrants d'origine burkinabé sont aidés par les autochtones qui considèrent les Baoulé comme trop confiants, peu reconnaissants, se détachant de leurs devoirs envers leurs « tuteurs ». Les Burkinabé perçus comme plus « gentils », plus « reconnaissants », plus respectueux de leurs devoirs, ne sont alors plus très loin de monopoliser le marché de la terre. La réussite économique suit. En 2001, à Soubré, leurs superficies de cacao représentent déjà la moitié de celles des Baoulé. Près de San Pedro, elles sont équivalentes. Et surtout, leur nombre croissant génère une domination du secteur cacao par les migrants d'origine burkinabé (tableau 2).

Tableau 2 - Moyennes des superficies de cacao (et nombre des exploitations enquêtées) en 2001

	Autochtones	Migrants Baoulé	Migrants Burkinabé	Ensemble

	Nombre d'enquêtés	92	117	266	455
Est	Djangobo (près d'Abengourou)	12,14 (25)	12,10 (15)	6,5 (20)	10,0 (60)
Centre-ouest	Ouragahio (près de Gagnoa)	2,32 (63)	7,38 (39)	3,76 (45)	4,19 (147)
Sud-ouest	Koffikouadiokro, Sud-ouest de Soubré	(0)	10,3 (30)	5,3 (46)	7,28 (76)
	Krémoué, Est de San Pedro	4,75 (4)	5,31 (33)	5,43 (135)	5,39 (172)

Sources : Ruf, 2002, p. 19, p. 40.

- 18 Cette domination déjà visible dans les années 2000 est confortée par une utilisation plus fréquente des intrants chimiques, pesticides et engrais, par les migrants d'origine burkinabé (Ruf, 1999). Quant aux Baoulé, ils entrent dans la « tourmente » (Janin, 2000). Ils doivent d'abord faire face aux jeunes autochtones revenant de la ville et découvrant que leurs parents ont vendu la forêt. Ils sont également touchés par le vieillissement des plantations et des planteurs, par les charges familiales croissantes, par un tarissement de leurs réserves de main-d'œuvre, et par une moindre capacité d'adaptation au changement écologique. Les Burkinabé s'adaptent plus vite à la plantation cacaoyère sans forêt (Ruf, 1992 ; Chauveau, 1995 ; Léonard et Oswald, 1996 Léonard et Vimard, 2006).

## 2010-2016 : la suprématie burkinabé

- 19 En 2014, l'enquête auprès de 195 planteurs sur l'ensemble de la Côte d'Ivoire sous-estime probablement la proportion de planteurs d'origine burkinabé mais montre bien leur ascension sociale. En termes de moyennes de superficie de cacao, les Burkinabé prennent la première place des migrants, devant les Baoulé et sont quasiment à égalité avec les planteurs autochtones de l'est (tableau 3).
- 20 La contribution des Baoulé au secteur cacao continue de s'affaiblir en raison des difficultés suite au vieillissement des hommes et des cacaoyers, et du transfert du patrimoine à la génération suivante. La reprise par un héritier ne va pas de soi. La famille peut désigner un « gestionnaire » dont la motivation s'émousse à la perspective de devoir partager les revenus avec la famille. S'il y a division, les surfaces moyennes par héritier peuvent tomber à 2 hectares. Les difficultés liées au vieillissement, aux maladies, aux funérailles de la première génération poussent les planteurs baoulé à mettre leurs plantations en gage pour quelques années. Les Baoulé, grands vainqueurs de la course à la terre dans les années 1970-1980, s'appauvrissent. Les planteurs d'origine burkinabé n'échappent pas complètement à ce processus de vieillissement et de difficulté au transfert de génération, mais sont globalement moins touchés. D'une part, leur cycle cacao est décalé de quelques années du fait d'une arrivée un peu plus tardive. D'autre part, les flux de migration continus rajeunissent la communauté d'origine burkinabé.

Tableau 3 - Nombre d'exploitations enquêtées, nombre d'épouses par chef de ménage et moyennes des superficies de cacao en 2014

	Autochtones Est (Agni, Attié)	Autochtones Ouest (Dida, Bété, Kroumen)	Migrants (Baoulé)	Migrants (Burkinabé)	Autres migrants (Abron, "Senoufo", Béninois)	Ensemble
Nombre d'exploitations	36	34	51	90	23	234
Superficie (ha) Moyenne (et écart-type)	5,6 (6,3)	2,3 (1,6)	4,7 (3,9)	5,4 (4,0)	3,5 (2,6)	4,5 (4,3)
Nombre d'épouses Moyenne (et écart-type)	1,1 (0,6)	1,1 (0,5)	1,3 (0,8)	1,6 (0,8)	1,3 (0,7)	1,3 (0,7)

Sources : enquêtes auteur, 2014-2015.

- 21 Les superficies en cacao ne constituent qu'un indicateur très partiel de la réussite sociale. Sans le démontrer ici, compte tenu de leur nombre et de leurs meilleurs rendements par hectare, les planteurs d'origine burkinabé forment désormais de très loin le groupe le plus important dans la production de cacao du pays. En quelques 50 ans, ils passent du statut de groupe fournisseur de main-d'œuvre aux autres groupes, à celui de première communauté productrice de cacao.
- 22 Parallèlement, il s'agirait du groupe social le plus polygame (tableau 3). Dans une large mesure, c'est un signe de réussite sociale, cohérent avec les résultats sur les superficies de cacao. D'une part, la réussite économique facilite le mariage avec une seconde ou une troisième femme. D'autre part, cette seconde ou troisième épouse va consolider les activités économiques et la réussite de la migration cacaoyère.
- 23 Une fois explicité ce bouleversement social, nous pouvons maintenant aborder la question des épouses des planteurs migrants en 2016, en reprenant la question de la polygamie, essentielle pour étudier les stratégies autour du retour d'une épouse au village d'origine.

## La polygamie des migrants « du nord »

- 24 Pour cette enquête spécifique sur les épouses des planteurs migrants, nous continuons à comparer les groupes baoulé et burkinabé, mais parmi les « autres migrants », nous isolons aussi le groupe abron, et les planteurs se déclarant « Senoufo », incluant des planteurs d'origine malienne (tableau 4).<sup>1</sup>

Tableau 4 - Moyenne et écart-type des variables « âge des chefs de ménage » et « nombre d'épouses » selon l'origine ethnique ou géographique déclarée

Origine déclarée	Baoulé	Abron	« Senoufo »	Burkinabé	Autres (Béninois)	Ensemble
Nombre d'enquêtes	50	19	21	117	2	209
Age du planteur	49,3 (14,9)	47,7 (11,0)	46,7 (9,8)	46,0 (11,3)	52,0 (5,7)	47,1 (12,1)
Nombre d'épouses	1,3 (0,6)	1,16 (0,6)	1,6 (0,7)	1,5 (0,8)	2,0 (0)	1,4 (0,8)

Sources : enquêtes auteur, 2015-2016.

- 25 Une forte polygamie parmi les migrants, avec un avantage aux migrants venus des savanes au nord de la zone cacaoyère ivoirienne, notamment du Burkina Faso et Mali, se voit confirmée. Ces migrants du « nord » ont une polygamie plus affirmée alors même qu'ils seraient légèrement plus jeunes en moyenne, notamment du fait de l'arrivée constante de jeunes Burkinabé célibataires dans les villages cacaoyers (tableaux 4 à 6) <sup>2</sup>.

Tableau 5 - Répartition des planteurs selon le nombre d'épouses et l'origine ethnique ou géographique déclarée

Nombre d'épouses	Baoulé	Abron	« Sénoufo »	Burkinabé	Béninois	Ensemble
0	2	2	1	9		14
1	<b>31</b>	<b>12</b>	7	<b>56</b>		106
2	16	5	<b>12</b>	<b>38</b>	2	73
3	1		1	<b>12</b>		14
4				<b>2</b>		2
Total	50	19	21	117	2	209

Sources : enquêtes auteur, 2015-2016.

Tableau 6 - Nombre d'épouses des planteurs selon leur origine et leur classe d'âge

	< = 40 ans	>40 ans
	Moyenne (Ecart type)	Moyenne (Ecart type)
Migrants originaires du centre et Est de Côte d'Ivoire (69 individus)		
Baoulé	1,11 (0,5)	1,45 (0,6)
Abron	0,50 (0,6)	1,33 (0,5)

Migrants originaires du nord		
Sénofo	1,43 (0,8)	1,71 (0,6)
Burkinabé	1,10 (0,7)	1,73 (0,8)

Sources : enquêtes auteur, 2015-16.

- 26 L'âge du planteur et son origine géographique sont bien des déterminants majeurs du nombre d'épouses. Une régression linéaire en confirme la validité statistique (tableau 7). À âge égal, les planteurs d'origine baoulé et abron (Migr2) ont moins de co-épouses que leurs homologues originaires « du nord » (Migr3).

Tableau 7- Modèle de régression de la variable « Nombre d'épouses »

Source	Valeur	t	Pr >  t
Constante	0,672	3,324	0,001
Age	0,019	4,441	< 0,0001
Migr2	<b>-0,302</b>	-2,837	0,005
Migr3	0,000		

- 27 Ces données rassemblées, nous pouvons maintenant aborder la question centrale traitée ici : combien de femmes retourneraient et resteraient au village d'origine, pour quelles activités, quels objectifs, quelles stratégies en relation avec l'environnement des planteurs? Compte-tenu de cette polygamie, émerge l'hypothèse d'une double stratégie pour le planteur : celle de jouer sur deux espaces économiques, le village d'accueil, cacaoyer, et le village d'origine. Est-ce bien le cas ? Par quels processus ?

## Les femmes au village d'origine ... et le boom de l'anacarde

- 28 En raison du faible nombre de planteurs enquêtés dans les communautés baoulé, abron et sénofo, les chiffres sont à prendre avec précaution mais leurs contrastes invitent à l'analyse : 10 % des femmes mariées à un planteur baoulé vivent au village d'origine, pratiquement aucune dans le groupe dit Sénofo, contre l'étonnant seuil de 55 % dans le groupe abron (Tableau 8).

Tableau 8 - Nombre d'épouses au village d'accueil et au village d'origine selon l'origine ethnique ou géographique déclarée par le chef de ménage. Moyennes (et écarts types)

	Baoulé (50)	Abron (19)	« Sénofo » (21)	Burkinabé (117)	Ensemble (209)

« ici » au village d'accueil	1,16 (0,5)	0,53 (0,6)	1,57 (0,7)	1,21 (0,8)	1,18 (0,8)
Au village d'origine	0,10 (0,3)	0,63 (0,7)	0,05	0,28 (0,5)	0,3 (0,5)
Autre village zone cacaoyère	0,06 (0,4)	0,0	0,0	0,02	0,02 (0,2)
Total	1,32 (0,6)	1,16 (0,6)	1,62 (0,7)	1,50 (0,8)	1,44 (0,7)

Sources : enquêtes auteur, 2015-2016.

- 29 Que signifie ce taux de 55 % ? Parmi les 12 planteurs d'origine abron qui ont une épouse au village d'origine, tous déclarent confier à cette épouse la mise en place ou la gestion d'une plantation d'anacarde. Cet étonnant seuil de 55 % renvoie donc à une stratégie de gestion de deux espaces économiques, avec un investissement des revenus cacao dans les plantations d'anacardières au village d'origine : le mari s'occupe de la plantation de cacao au village d'accueil, tandis que l'épouse ou les co-épouses s'occupent de la plantation d'anacardières au village d'origine, au contact forêt-savane.
- 30 Ces observations font écho au boom de l'anacarde dans le nord du pays. Ces stratégies familiales semblent y jouer un rôle essentiel, contribuant à propulser la Côte d'Ivoire au rang de premier producteur mondial. Cette étude locale sur la résidence des épouses nous conduit ainsi à identifier un boom national, la création d'une économie de plantation en zone de savane d'importance majeure, pourtant peu étudiée<sup>3</sup>. Parmi les 10 % de femmes baoulé reparties au village, un tiers joue un rôle dans la stratégie de diversification vers l'hévéa, également un clin d'œil au premier grand processus de diversification de l'économie de plantation ivoirienne.
- 31 Dans la communauté d'origine burkinabé, un quart des planteurs ont une épouse au village d'origine et 20 % des femmes mariées à un planteur de cacao y vivraient (tableau 8). Il s'agit principalement de co-épouses. Ces planteurs d'origine burkinabé et Ivoiriens du nord ou Maliens du sud sont plus polygames que la moyenne des migrants et nous ne relevons pas de liens entre un investissement dans des cultures pérennes et la résidence d'une femme au village. Pourquoi cette stratégie « une femme ici en Côte d'Ivoire, une femme au Burkina Faso » ? Plus largement pour l'ensemble des communautés, pourquoi « une femme ici dans le cacao, une femme au village » ? Quand un planteur migrant parle du « village », il s'agit rarement de celui où il vit et plante le cacao, mais presque toujours de son village d'origine, preuve d'un attachement qui semble se renforcer. Pourquoi ?

## Les femmes au village : commerce, vivriers, hévéas et anacardières

- 32 Selon leurs maris, 90% des femmes retournées au village d'origine ont une activité économique génératrice de revenus, se répartissant en trois grands secteurs : 27 % dans l'investissement ou l'entretien d'une plantation, principalement d'anacardières mais également deux cas de plantations d'hévéas en pays baoulé et un cas de palmier à huile au Bénin ; 29 % dans la production vivrière (céréales, maraîchage, arachide) ; 29% dans les

activités de commerce au sens large, y compris de petits restaurants, vente de beignets, etc. S'y ajoutent 2 % dans un petit élevage et 2 % dans des activités d'employées dans des services publics.

- 33 Selon leurs maris, les activités économiques de leurs épouses au village d'origine n'apporteraient qu'un modeste revenu annuel moyen de 175 000 Fcfa : de l'ordre de 130 000 Fcfa pour les cultures dites vivrières, 170 000 Fcfa pour les activités de commerce et 325 000 Fcfa pour les plantations d'anacardières, sachant qu'une partie n'est pas encore entrée en production. Ces moyennes ne sont qu'indicatives et peut-être sous-estimées puisque bien des maris reconnaissent eux-mêmes ignorer les revenus de leurs épouses au village.
- 34 Ces revenus ne permettraient pas l'autonomie des femmes (sauf dans certains cas de plantations d'anacarde en production) et les maris déclarent apporter un soutien financier. Ils aideraient leurs épouses par des envois de 250 000 Fcfa par an en moyenne. À titre de comparaison, un manoeuvre dans la zone cacaoyères est payé entre 150 000 et 200 000 Fcfa par an, logé et nourri en plus. Outre la sous-estimation probable des revenus monétaires des épouses, les chiffres obtenus ne comprennent pas l'autoconsommation familiale. Car l'épouse au village a la charge d'enfants du ménage (tableau 9).

Tableau 9 - Nombre d'enfants jeunes à la charge du chef de famille, au village d'accueil et au village d'origine selon l'origine ethnique ou géographique déclarée par le chef de ménage. Moyennes (et écarts types)

	Baoulé	Abron	« Sénoufo »	Burkinabé	Ensemble
« ici » au village d'accueil	6,1 (5,1)	4,2 (2,0)	5,9 (2,0)	4,2 (3,4)	4,8 (4,0)
« Au village » (d'origine)	0,8 (2,1)	1,7 (2,0)	0,9 (2,0)	1,4 (2,0)	1,3 (1,9)
Total	6,9	5,9	6,8	5,6	6,1

Sources : enquêtes auteur, 2015-2016.

- 35 La contribution aux revenus de la famille et la prise en charge d'une partie des enfants font donc partie des objectifs quant à la décision de retour au village. Mais les objectifs et les stratégies sont très diversifiés. Ainsi, on a vu que les femmes abron jouent un rôle dans le boom de l'anacarde. Dans une moindre mesure, les femmes baoulé aident le mari planteur de cacao à créer une plantation d'hévéa au village d'origine. Selon les femmes burkinabé restant auprès de leurs maris, les co-épouses reparties au village au Burkina Faso, au moins sur le plateau mossi, n'ont pas de cultures pérennes mais retrouvent une certaine liberté économique : le mari n'étant plus là pour exiger une contribution aux travaux des champs, et notamment dans les cacaoyères où elles n'ont aucun revenu direct, elles peuvent se concentrer sur des activités de commerce dont elles gardent le contrôle. Derrière les activités des femmes au village d'origine, quelles sont les réelles stratégies ? Selon quelles incitations se mettent-elles en place ?

## Les stratégies familiales face au changement écologique et politique

- 36 Rappelons que l'enquête se déroule dans les villages de migrants en Côte d'Ivoire. Les raisons de l'installation de l'épouse au village d'origine sont donc données par le mari et par quelques co-épouses restées auprès du mari. Il en résulte nécessairement quelques biais en comparaison d'une enquête qui se déroulerait au village d'origine. Par ailleurs, les facteurs sont liés. Par exemple la volonté d'envoyer des enfants à l'école au Burkina Faso ou celle d'aller créer une plantation d'anacarde au village d'origine peut fort bien résulter d'une stratégie d'évitement des conflits et/ou des baisses de rendements et revenus du cacao, elles-mêmes liées au changement écologique, à la déforestation, et aux chutes du prix du cacao.
- 37 Néanmoins, les réponses des maris et des co-épouses rassemblées dans un tableau simplifié sont très éclairantes (tableau 10).

### Solidarité et sécurité

- 38 Une des grandes raisons affichées n'est pas directement économique mais relève de la solidarité familiale et de la sécurité. Il s'agit de maintenir des liens avec la famille et le village, à la fois pour aider la famille vivant au village d'origine et pour préserver une option de refuge, d'espace socio-économique de secours pour la famille vivant sur l'exploitation cacaoyère. L'exigence de solidarité familiale ne se contente pas de voyages de quelques semaines à quelques mois, mais passe parfois par l'installation d'une épouse ou co-épouse, prenant des responsabilités dans la cour familiale. Parfois, après le décès des parents, le planteur délègue à son épouse sa responsabilité d'aîné, supposé assurer sa fonction de chef de famille.

Tableau 10 - Stratégies liées au choix de résidence de l'épouse au village d'origine

	Fréquence
<b>Solidarité et sécurité</b>	
<i>Solidarité familiale et maintien des liens avec le village d'origine</i> S'occuper des « vieux parents », ceux de l'épouse et du mari Le mari peut être l'aîné de la famille et se faire remplacer par son épouse	23,1 %
<i>Santé et repos</i> Des problèmes de santé physiques et parfois psychologiques amènent les femmes (et leur maris) à se soigner et se reposer au village d'origine	7,7 %
<i>Les guerres et violences entre 2000 et 2011</i> Notamment dans les villages marqués par des brutalités, certains planteurs reconnaissent ouvertement avoir fait le choix de mettre les familles à l'abri	11,5 %
<b>Des investissements diversifiés</b>	

<p><i>L'investissement dans l'école « au pays »</i></p> <p>Les coûts de scolarité et l'alimentation sont moins élevés au Burkina Faso comparés à ceux de la Côte d'Ivoire</p> <p>Les Baccalauréats obtenus en Côte d'Ivoire sont peu ou pas reconnus au Burkina Faso, rendant difficile l'accès à l'Université et à la Fonction publique, d'où la stratégie d'envoyer une partie des enfants au Burkina Faso à partir de la 3<sup>e</sup>.</p>	7,7 %
<p><i>Investissement dans l'anacarde, «la nouvelle économie de plantation», «l'immobilier au pays» et suivi de l'investissement</i></p> <p>Création, extension, plantation d'anacardières</p> <p>Essentiellement une maison au village, éventuellement une 2<sup>e</sup> construction en ville, suivi des artisans.</p> <p>Plus marginalement un achat de têtes de bétail et amorce d'un élevage (boeufs, porcs, cabris)</p>	34,4 %
<p><i>Investissement en forêt classée en Côte d'Ivoire et « mise à l'abri de l'épouse »</i></p> <p>Le planteur investit dans une nouvelle plantation dans une forêt classée et ne veut pas faire endurer les conditions de vie à son épouse. Il ne veut pas non plus la laisser sans contrôle au village de la 1<sup>ère</sup> plantation.</p>	3,8%
<p><b>Vieillesse des cacaoyères, baisse des revenus du cacao</b></p> <p>La chute des revenus du cacao incite au départ de l'épouse pour tenter de diversifier les revenus au village d'origine</p>	3,8 %
<b>Raisons familiales internes au ménage</b>	
<p>Mésententes familiales</p> <p>Mésententes entre mari et femme, ou entre co-épouses</p>	3,8 %
<p><i>«Une femme ici, une femme au pays», « pour être bien accueilli »</i></p> <p>Le confort du mari, voyageant souvent au Burkina Faso et satisfait de sa stratégie</p>	1,9 %
<p>Épouse pionnière</p> <p>Épouse partie en avance, sera bientôt suivie par le mari qui confie sa plantation à un fils ou un métayer et prend sa retraite au village</p>	1,9%
Ensemble	100%

Sources : enquêtes auteur, 2015-2016.

- 39 En associant des raisons de santé de l'épouse, et des soucis de sécurité dans une Côte d'Ivoire traversée par les crises politico-militaires de 2000 à 2011, on obtient un ensemble de facteurs relevant de la solidarité et la sécurité, proche des 50 %, principalement chez les planteurs d'origine burkinabé.

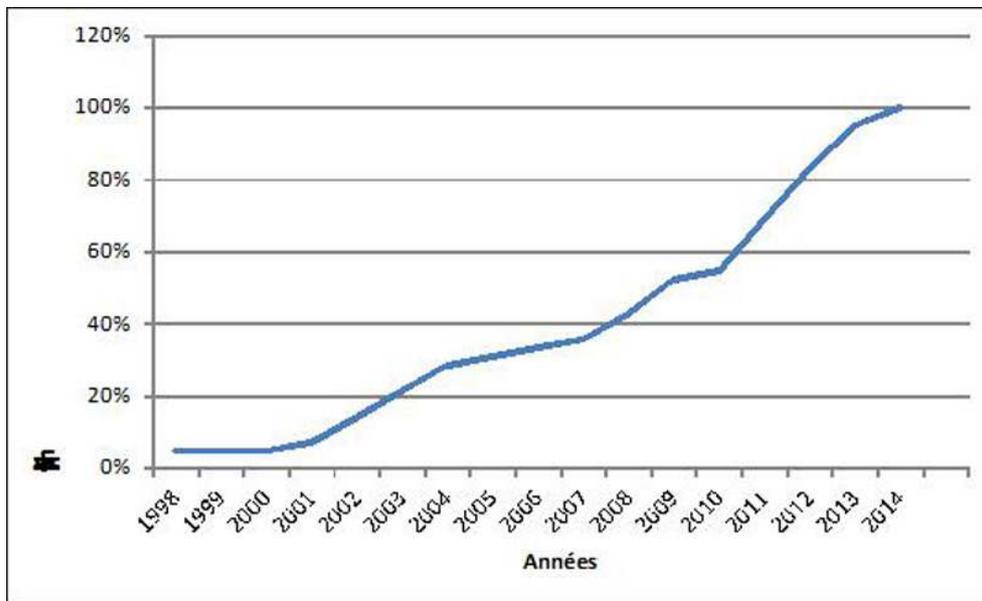
## L'impact de la crise politico-militaire

- 40 L'impact de la guerre, évoqué dans seulement 11 % des cas, suggère que de nombreuses femmes parties pour y échapper sont revenues. Mais il est aussi probable que les chefs de

ménage ne reconnaissent pas tous cette raison *a posteriori*. Sans vraiment ralentir leur capacité à investir en Côte d'Ivoire, la décennie 2000 n'a pu qu'inciter les planteurs d'origine burkinabé à veiller plus attentivement à se maintenir une base de sécurité au Burkina Faso. Parmi les groupes d'origine ivoirienne, on retrouve également quelques cas relevant d'une stratégie de refuge « au village ».

- 41 Au-delà des déclarations des planteurs, le rythme de départ des femmes vers le village d'origine confirme l'impact des années de crise politico-militaire, notamment les accélérations entre 2002 et 2004 puis en 2011, avec un effet post-crise : les leçons portent puisque les planteurs prennent des dispositions de précaution les années suivantes (illustration 2).

Illustration 2 - Rythme d'installation des femmes de planteurs au village d'origine



Sources: enquêtes auteur, 2015-2016.

- 42 Lors de la crise amorcée par la tentative de renversement militaire en septembre 2002, de nombreux planteurs d'origine burkinabé dépensent des centaines de milliers de francs cfa pour envoyer la famille au pays et la mettre à l'abri de la guerre. Tous ceux qui n'ont pas de maison « au village » éprouvent des difficultés pour loger la famille. Il en découle logiquement de nouvelles stratégies. Laisser une femme au pays leur permet de construire une maison avec un suivi des travaux, et de scolariser les enfants au pays. Une femme au pays facilite aussi un prochain retour définitif au pays : la maison « au pays » devient donc cruciale.

### Les stratégies d'investissement et la diversification « post-cacaoyère »

- 43 Le second grand ensemble de facteurs expliquant le retour ou le départ des femmes au village d'origine, autour de 42 %, relève logiquement de stratégies d'investissement, dans les villages de la savane ivoirienne et au contact forêt-savane, et au Burkina Faso.

- 44 La stratégie autour de la scolarisation au Burkina Faso relève à la fois de la réduction des dépenses scolaires (moins élevées qu'en Côte d'Ivoire) et d'une efficacité dans l'investissement humain, notamment en terme de diplômés et qualité d'enseignement, affirmé comme supérieur à celui dispensé en Côte d'Ivoire. Le système scolaire du Burkina Faso semble loin de jouer la carte de l'intégration régionale. Certains planteurs décrivent un véritable processus déclenché par la crise politico-militaire de 2002 : les planteurs d'origine burkinabé mettent d'abord femmes et enfants à l'abri, « au pays ». Ils s'aperçoivent alors que leurs enfants sont rétrogradés d'une ou deux classes par le système scolaire burkinabé, pour cause de niveau insuffisant. Pour toutes ces raisons, de coût, de niveau scolaire déclaré, de diplômés non reconnus de part et d'autre de la frontière, la stratégie de scolariser une partie de enfants au Burkina Faso a pris de l'importance pendant et après les années de crise. Cette stratégie est appliquée par tous les planteurs dont les villages d'origine sont à proximité d'une ville disposant d'un lycée. Jusqu'à 20-25 km, les élèves se rendent à l'école en vélo.
- 45 La construction d'une maison « en dur » au village d'origine tandis que la famille se contente d'une « cabane » en banco et toit en feuilles de raphia au village d'accueil est une caractéristique bien connue en Côte d'Ivoire. Qu'ils viennent de la Côte d'Ivoire ou du Burkina Faso, les migrants ne se sentent pas suffisamment en sécurité pour investir dans le village d'accueil. Éventuellement, ils vont construire dans la ville la plus proche de la plantation, où ils estiment avoir plus de sécurité au plan foncier, où ils peuvent soit louer, soit scolariser plus facilement quelques enfants dans le secondaire. Le village d'accueil vient toujours en dernière position. La crise politico-militaire a pu renforcer cette stratégie.
- 46 Paradoxalement, un investissement en Côte d'Ivoire peut aussi justifier l'installation d'une épouse au village d'origine pour quelques années : c'est souvent le cas lors de la création d'une plantation dans une forêt classée. Le long séjour d'une épouse au village d'origine permet au planteur migrant de lui épargner les risques et difficultés de la vie quotidienne d'une installation illégale dans la forêt. Quant au mari, il pense réduire certains risques en plaçant son épouse sous contrôle familial.
- 47 Cette approche du retour de femmes au village permet aussi de d'identifier ou de détecter des cas d'investissement dans l'élevage, ce qui illustre ces flux d'épargne encore insuffisamment étudiés, entre revenus d'élevage dans le nord et revenus de plantations dans le sud.
- 48 Mais c'est le lien entre résidence des femmes au village d'origine, au moins au sein de groupes de tradition matrilineaire comme les Abrons et les Baoulés, et les booms de l'anacarde et de l'hévéa qui s'annonce comme un des résultats les plus intéressants de l'étude (ou de la recherche) sur les investissements. D'une part, comme évoqué ci-dessus, à différentes phases de la crise politico-militaire, le processus « résidence d'une épouse au village/investissements anacarde ou hévéa » a pu être renforcé par une stratégie de refuge. D'autre part, l'étude révèle une interaction avec deux grands changements majeurs universels dans le fonctionnement de tout cycle du cacao : le premier est le changement écologique avec la déforestation, le vieillissement des cacaoyères dans les anciens villages de migrants, les baisses de revenus du cacao, le tout poussant les planteurs à diversifier dans d'autres cultures (Ruf et Schroth, 2013) ; le second est le changement social avec d'inévitables conflits fonciers entre autochtones et migrants qui conduisent certains migrants à réinvestir dans leur village d'origine où ils redeviennent autochtones.

- 49 Les conflits fonciers, conjugués aux conflits politiques, instrumentalisés et prenant de l'importance dans les années 2000, incitent donc à réinvestir au village et à demander à une épouse d'aller créer un nouveau patrimoine. Une plantation « au village » est plus sécurisée, d'abord au plan social puisque le migrant retourne chez lui et peut faire valoir des droits d'autochtonie. Pour ce qui concerne l'anacardier, l'investissement est aussi plus sécurisant d'un point de vue écologique et technique puisque cet arbre résiste bien à la sécheresse et au feu. Par ailleurs, dans un contexte de conflit au niveau national, il est aussi plus sécurisant d'investir près de la frontière pour écouler ses produits dans le pays voisin. En l'occurrence, le fort développement de l'anacarde de Bondoukou à Doropo, aux confins des frontières du Burkina Faso et du Ghana, s'explique en grande partie par sa commercialisation via la frontière du Ghana, pendant plusieurs années.
- 50 La possibilité de faire reconnaître ses droits fonciers au village d'origine devient même une urgence. Les propriétés de l'anacardier et de l'hévéa (régularité des revenus, tolérance de l'arbre à des pH plus bas, moins de mortalité sur des terres dégradées) et des prix élevés par périodes aiguissent les appétits sur la terre, ceux des cousins restés au village, et celui des cadres. L'arrivée massive des cadres s'affirme dans les années 2000 avec l'hévéa (Ruf 2011). Il s'agit donc de contrer l'appétit de la famille élargie et des cadres disposant de capital et d'éventuelles connexions politiques.
- 51 Au moins chez les Abrons et les Baoulés, sans doute en relation avec la tradition matrilineaire de ces groupes, une épouse, voire 2 épouses sont les meilleurs alliées au service d'une telle stratégie. La confiance est un atout essentiel. La logique et la cohérence du processus sont entières. Si un autre argument était encore nécessaire, les planteurs affirment que l'installation et l'entretien d'une plantation d'anacardiers sont plus faciles que pour des cacaoyers. Mais le point essentiel est bien le rôle croissant de la femme dans cette économie de plantation, à base d'hévéas ou d'anacardiers, naissant ou renaissant « au village ».
- 52 Toujours chez les Abrons et les Baoulés, on peut parler de « renaissance » puisque les modèles « cacao/anacarde » ou hévéa se construisent sur les bases de l'ancien binôme café/cacao, binôme quasi disparu dans leur région. Ainsi en pays abron, les grands arbres de la forêt naturelle utilisés comme ombrage au-dessus des cacaoyers ont été détruits par le feu de 1983 ou abattus par les forestiers et les planteurs eux-mêmes. Les cacaoyers n'ont guère survécus. L'anacarde s'est substituée et peut ensuite servir d'arbre protecteur pour une replantation de cacaoyer.

Illustration 3 – Cacaoyers sous ombrage d'anacarde



- 53 Par contre, chez les Sénoufos et plus largement chez les « gens du nord », l'anacardier crée une nouvelle économie de plantation en zone de savane, laquelle doit aussi largement aux investissements des planteurs de cacao et à leur stratégie de reconversion partielle face aux difficultés techniques et sociales rencontrées en zone cacaoyère. Toutefois, chez ces migrants du nord, probablement en relation avec leur structure patrilinéaire, le rôle des femmes est nettement moins affirmé, avec un suivi de la plantation d'anacarde par un frère.

## Conclusion

- 54 Cette enquête sur les femmes, à travers les déclarations du mari et de quelques co-épouses, est certes biaisée et sous-estime peut-être certains aspects du rôle de la femme répartie « au village ». Mais elle offre aussi un angle d'observation original. La seconde limite est celle de la taille de l'échantillon, impliquant de prendre les chiffres avec prudence : 20 % des femmes mariées à un planteur d'origine burkinabé seraient installées pour une longue durée au village au Burkina Faso, 55 % des femmes mariées à un planteur Abbron s'occuperaient de plantations d'anacardes au village d'origine, à proximité du Ghana. Une étude sur un échantillon plus large ne remettrait pas en cause l'importance du phénomène mais permettrait d'affiner les taux par origine sociale et géographique.
- 55 Au-delà des chiffres, la dimension la plus intéressante de cette étude sur les femmes de planteurs résidentes au Burkina Faso, en pays baoulé, abron, ou savanes de Côte d'Ivoire, est sa propension à illustrer, redécouvrir et parfois découvrir bien des enjeux de l'économie de plantation en Côte d'Ivoire. En premier lieu, il y a bien sur la dépendance toujours croissante de l'économie de plantation envers les planteurs d'origine burkinabé

et la seconde génération née en Côte d'Ivoire. En évitant l'apologie du phénomène, le constat de la polygamie des migrants renvoie à son rôle, tout à la fois signe et composante de leur réussite globale. Paradoxalement, ce ne sont pas ces groupes les plus polygames qui utiliseraient ou valoriseraient la stratégie « une femme ici, une femme au village » pour optimiser des investissements au village. Pour les planteurs originaires du Burkina Faso, l'objectif de sécurité et de promotion des enfants dans l'école vient en première position.

- 56 Solidarité familiale et prévoyance pour la sécurité de la famille peuvent donc être considérées comme les premiers objectifs de la résidence au « village » ou au « pays » des migrants du nord. Les deux objectifs sont très liés. Chaque migrant, du moins chaque aîné de famille, reste tenu de s'occuper de la famille élargie. À partir d'un certain âge, nombreux sont ceux qui prennent à la fois retraite et responsabilité en laissant la plantation en gestion à un fils ... ou à une épouse dans le village d'accueil, et en allant se réinstaller au village d'origine. Mais avoir une femme au village d'origine permet d'être remplacé quelques années auprès des parents âgés et de préparer le retour par la construction d'une maison, par le lancement d'une activité économique. La crise politico-militaire, les violences au cours des années 2000 et les inquiétudes des migrants, notamment les Burkinabé, mais aussi la logique d'évolution d'une économie cacaoyère et post-cacaoyère renforcent la nécessité de maintenir les réseaux familiaux entre village de migration cacaoyère et village d'origine.
- 57 Les flux et les échanges sont continus : flux de personnes, femmes, enfants, chefs de ménage ; flux financiers par solidarité, pour la sécurité et pour les investissements et les retours sur investissements : ainsi, tel migrant a pu utiliser quelques revenus de l'élevage de bœufs de son père pour financer son installation ou expansion en Côte d'Ivoire. En retour, les revenus du cacao se réinvestissent dans les maisons, l'école, le commerce, les cultures vivrières, l'élevage au Burkina Faso et dans les savanes de Côte d'Ivoire. Mais de la zone de contact forêt-savane jusqu'à la frontière du Burkina Faso, le réinvestissement le plus massif se réalise dans la création d'une nouvelle économie de plantation en savane, autour de l'anacarde.
- 58 À travers les Abrons et quelques Baoulés, ces femmes « qui restent » ou plutôt « qui repartent » nous renvoient aux booms de l'anacarde et du caoutchouc, et à leur contribution à cette reconversion post-cacaoyère. En 2016, malgré la sécheresse, l'anacarde de Côte d'Ivoire franchit un nouveau record de production avec une production de 750 000 tonnes de noix de cajou. C'est une forme d'adaptation au changement climatique, écologique, économique et politique et une réponse à une logique familiale. Au moins dans les groupes de tradition matrilineaire, dans un contexte de conflits fonciers et financiers en progression au sein des familles élargies, les planteurs comptent plus sur leurs épouses que sur un « petit-frère » : c'est pourquoi on observe (ou se développent les cas de figure d'« une femme ici pour la plantation de cacao et une femme au village pour la plantation d'anacardiers ou d'hévés »).
- 59 Le processus de reconversion de l'épargne cacao dans l'anacarde est si efficace qu'il propulse la Côte d'Ivoire au rang de premier producteur et exportateur mondial. D'une certaine façon, les planteurs et leurs femmes font progresser ce que le Président Houphouët-Boigny n'avait pu réaliser à coup de projets au prix de millions de dollars : l'intégration économique du nord et du sud du pays. Et ils/elles font bien sûr progresser, pas nécessairement en accord avec les politiques publiques, l'intégration régionale ouest-africaine, notamment le triangle Côte d'Ivoire, Ghana, Burkina Faso. En 2015-2016, malgré

un prix du cacao à 1000 Fcfa/kg, le front de l'anacarde descend en pleine zone cacaoyère, jusqu'à Gagnoa. Cette progression vers le sud s'explique avant tout par le changement écologique : déforestation et difficultés de replantation, sécheresses et plus largement changement climatique, avancée de la maladie du *swollen shoot*. La réussite de quelques pionniers de l'anacarde au cœur des zones cacaoyères induit de classiques processus d'imitation entre planteurs : un cas typique de diversification sous la pression d'un changement écologique structurel (Ruf et Schroth 1993).

- 60 Enfin, même « avoués » par peu de planteurs, les quelques cas d'envoi d'épouses au village d'origine pour cause d'investissement risqué dans les forêts classées nous ramènent à l'introduction : contrairement à d'autres histoires cacaoyères, celle de Côte d'Ivoire prolonge sa suprématie sur le marché mondial grâce au réservoir de main-d'œuvre au Burkina Faso et à ses qualités de défricheurs à la suite des migrants baoulé, aux dépens des dernières forêts classées et parcs nationaux du pays. Ils ne sont pas que défricheurs, mais également de grands innovateurs pour compenser la perte de la rente forêt, et sont notamment parmi les premiers à introduire la fertilisation organique (fumures animales et résidus de récoltes) : une « autre page » de l'histoire de l'économie de plantation villageoise ivoiro-burkinabé.

---

## BIBLIOGRAPHY

- Bossard L., 2003. Peuplement et migration en Afrique de l'Ouest : une crise régionale en Côte d'Ivoire. *Afrique contemporaine*, 2/2003, n° 206, p. 151-165 [www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2003-2-page-151.htm](http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2003-2-page-151.htm). DOI : 10.3917/afco.206.0151
- Boutillier J.-L., 1971. Croissance démographique et croissance économique en Côte d'Ivoire. *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences humaines*, 8, p. 73-79.
- Brou Y.T., 2005. *Climat, Mutations Socio-économiques et Paysages en Côte d'Ivoire*. Université des Sciences et Technologies de Lille, Lille.
- Chaléard J.-L., 1979. *Structures agraires et économie de plantation chez les Abbey*. Thèse de doctorat de 3<sup>e</sup> cycle, spécialité Géographie, Université Paris X, Nanterre, 296 p.
- Chaléard J.-L., Dubresson A., 1989. Un pied dehors, un pied dedans. À propos du rural et de l'urbain en Côte d'Ivoire. *Tropiques*. Ed ORSTOM.
- Chauveau J.-P., 1985. Land Pressure, Farm Household Life Cycles and Economic Crisis in a Cocoa-farming village (Côte d'Ivoire). In Ruf F. and Siswoputranto P.S (eds), *Cocoa Cycles. The Economics of Cocoa Supply*. Woodhead Publishing, Cambridge England, p. 107-123.
- Chauveau J.-P., Léonard E., 1996. Côte d'Ivoire's Pioneer Fronts: Historical and Political Determinants of the Spread of Cocoa Cultivation. In Clarence-Smith W.-G., 1996. *Cocoa Pioneer Fronts since 1800 - The Role of Smallholders, Planters and Merchants*. Macmillan Press, Houndmills, p. 176-194.
- Chauveau J.-P., Richards P., 2008. West African Insurgencies in Agrarian Perspective: Côte d'Ivoire and Sierra Leone Compared. *Journal of Agrarian Change*, 8 (4), p. 515-552.

- Clarence-Smith W.-G., 1996. *Cocoa Pioneer Fronts since 1800 - The Role of Smallholders, Planters and Merchants*. Macmillan Press, Houndmills.
- Dozon J.-P., 1975. *La problématique rizicole dans la région de Gagnoa*. Abidjan, ORSTOM, 154 p.
- Janin J., 2000. Crises ivoiriennes et redistribution spatiale de la mobilité : les Baoulé dans la tourmente. *Tiers-Monde*, tome 41, n° 164. p. 791-814.
- Léna P., 1979. *Transformation de l'espace rural dans le front pionnier du sud-ouest ivoirien*. Thèse de 3e cycle. Abidjan, ORSTOM, 345 p.
- Léonard E., Oswald M., 1996. Une agriculture forestière sans forêt. Changements agro-écologiques et innovations paysannes en Côte d'Ivoire. *Nature Sciences Société*, 4, p. 202-216.
- Léonard E., Vimard P., 2005. *Crises et Reconstitutions d'une Agriculture Pionnière en Côte d'Ivoire*. Karthala, Paris
- Losch B., Mesplé-Somps S., Chauveau J.-P., Contamin B., 2003. *Le processus de libéralisation et la crise ivoirienne. Une mise en perspective à partir du cas des filières agricoles*. Ministère Affaires Etrangères, Paris, 31 p.
- Pélissier P., 1978. Le paysan et le technicien : quelques aspects d'un difficile face-à-face. In *Actes du colloque de Ougadougou "Maîtrise de l'espace agricole et développement en Afrique tropicale"* (4-8 déc 1978), p. 1-8.
- Raulin H., 1957. *Problèmes fonciers dans les régions de Gagnoa et Daloa. Mission d'études des groupements immigrés en Côte d'Ivoire*. Fasc 3, Paris, ORSTOM, 136 p.
- Ruf F., 1988. *Stratification sociale en économie de plantation ivoirienne*. Thèse de doctorat, Université Paris X, 6 vol., 1 393 p.
- Ruf F., 1992. Crises et ajustements structurels spontanés. Le cacao et le département d'Abengourou. In *Actes du séminaire "Crises et ajustements structurels : les dimensions sociales et culturelles"*. ORSTOM, GIDIS-CI, Abidjan, p. 118-133.
- Ruf F., 1995. *Booms et Crises du Cacao. Les Vertiges de l'Or Brun*. Karthala, Paris.
- Ruf F., 1999. Comment et pourquoi la Côte d'Ivoire produit durablement plus d'un million de tonnes de cacao ? *Afrique Agriculture*, 268, p. 21-25.
- Ruf F., 2001. *Changes in labour and non-labour inputs in Côte d'Ivoire cocoa farms. 1997-2001. What impact on cocoa supply?* CIRAD, Report for Dreyfus. Montpellier, 40 p.
- Ruf, F., 2011. Pareto en Côte d'Ivoire. Cycle du caoutchouc et concentration foncière. In Eyolf Jul-Larsen, Laurent P.J., Le Meur P.Y., Léonard E (eds), *Une anthropologie entre pouvoirs et histoire. Conversations autour de l'œuvre de Jean-Pierre Chauveau*. Paris, Karthala, p. 59-91. <https://www.researchgate.net/publication/296549597>
- Ruf F., 2013. Diversification des exploitations cacaoyères en Côte d'Ivoire : complémentarité et concurrence de la rente hévéa. In : Ruf F., Schroth G. (eds), *Cultures Pérennes Tropicales : Enjeux Économiques et Écologiques de la Diversification*. Quae, Montpellier, p. 31-69.
- Ruf F., Akpo J.-L., 2008. *Étude sur les revenus et les investissements des producteurs de café et de cacao en Côte d'Ivoire*. Rapport pour l'Union Européenne. Cardno Agrisystems, Abidjan, 90 p. <http://www.researchgate.net/publication/280612174>
- SEDES 1967. *Région du sud-est. Étude socio-économique. L'agriculture*. Paris, SEDES, 286 p.

Touré Moriba, 2000. Immigration en Côte d'Ivoire : la notion de « seuil tolérable » relève de la xénophobie. (extraits). *Politique africaine*, 2/2000, n° 78, p. 75-93 [www.cairn.info/revue-politique-africaine-2000-2-page-75.htm](http://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2000-2-page-75.htm). DOI : 10.3917/polaf.078.0075.

## NOTES

1. Malgré un contexte politique nettement plus favorable aux migrants étrangers depuis 2012, certains préfèrent encore ne pas afficher pleinement leur origine et se déclarent « Sénoufo ivoiriens ».
2. Cette contribution dominante de la communauté burkinabé à la création de nouvelles plantations par des jeunes n'est pas au cœur du sujet traité ici mais bien au centre des réalités contrastant avec une rumeur persistante selon laquelle les jeunes se désintéresseraient du cacao (Cocoa barometer, 2013, 2015). Il s'agit là- encore un « mythe cacaoyer ». Certes, dans les familles de planteurs autochtones et migrants installés de longue date, une partie des jeunes s'éloigne du cacao et du travail agricole en général. Mais de très nombreux jeunes s'intéressent au cacao, une fraction des fils de planteurs, mais surtout des jeunes nouveaux migrants de 1<sup>ère</sup> génération, en majorité d'origine burkinabé, et dans une moindre mesure, malienne ou togolaise.
3. Au plan statistique, pour le suivi de prix, signalons l'excellent « bulletin sur le marché de l'anacarde » édité par le conseil d'information et de conseil N'Kalô et l'Alliance du Cajou Africain, avec des appuis divers, notamment de l'organisation non gouvernementale RONGEAD.

---

## ABSTRACTS

Côte d'Ivoire, with its diversity of forest and savannah regions, and its neighbour to the north, Burkina Faso, are historically linked to the creation and growth of the Ivorian village plantation economy based on the 'coffee-cocoa' pairing. The land of the former has always needed the workforce of the latter. This combination of land and labour was made possible with little capital and without any involvement of capitalists in production. Families from Côte d'Ivoire and Burkina Faso, mainly migrants, remain the backbone of the cocoa sector. Within the family, strategies evolve through networks, across several economic spaces. Women's contribution to labour on cocoa farms and adjacent fields of food crops is known and acknowledged. But what could be the importance and role of the farmers' wives who remain behind in – or later return to – the 'home country' and the 'home village'? This question, apparently little studied, is addressed through surveys in the cocoa migration villages in Côte d'Ivoire, i.e., of growers and husbands who speak about their wives back in the home villages, supplemented with information gathered from co-wives who stay with their husbands. A sample of 209 migrant farmers, including 117 who claim to be of Burkinabe origin, is spread over a dozen villages on either side of the Sassandra River. A first result is the frequency of the phenomenon, involving up to 20% of migrant households. The reason behind these women's continued residence in their villages of origin can be found in strategies that combine the objectives of solidarity and family security, education, and maintenance of networks. But these women 'back in the village' are also motivated by substantial and diversified investments, the structural determinants around cocoa cultivation, and policy: declining cocoa prices since 1988, falling yields from ageing cocoa farms, political and

military crises, and new land-related issues . These profound ecological, economic, and political changes of the 2000s generate or accelerate the process of 'return' of wives to the home village – and the spectacular boom of cashew cultivation in Côte d'Ivoire, in which women play an important role, for example in the groups claiming an Abron/Koulango origin, along the Ghanaian border. Their 'return' to the village of origin can be interpreted as a post-cocoa migration, and a driver of diversification and investment. These 'women who stay back or return' not only reflect history, the stakes and issues of the Ivorian – or rather 'Ivorian/West African' – plantation economy, but also themselves write a new page in it.

La Côte d'Ivoire, dans sa diversité de régions de forêt et de savane, et le Burkina Faso sont historiquement liés dans la construction de l'économie de plantation villageoise ivoirienne, fondée sur le binôme « café/cacao ». La terre de la première a toujours eu besoin du travail des habitants du second. Cette rencontre entre terre et travail a pu se réaliser avec peu de capital et sans capitalistes dans la sphère de production. Les familles d'origine ivoirienne et burkinabé, en majorité des migrants, constituent toujours l'ossature du secteur cacao. Au sein de la famille, les stratégies évoluent en réseaux, sur plusieurs espaces économiques. La contribution des femmes aux travaux dans les cacaoyères et champs de vivriers attenants est connue. Mais quel pourrait être l'importance et le rôle des femmes de planteurs qui resteraient ou retourneraient « au pays », au « village d'origine » ? Cette question, apparemment peu étudiée, est traitée à travers des enquêtes dans les villages de migration cacaoyère en Côte d'Ivoire, donc auprès des planteurs et maris parlant de leur femme au village d'origine, complétées d'informations collectées auprès des co-épouses restées avec leur mari. Un échantillon de 209 planteurs migrants dont 117 se déclarent d'origine burkinabé, se répartit sur une douzaine de villages de part et d'autre du fleuve Sassandra. Le premier résultat est la fréquence du phénomène, pouvant atteindre 20% des ménages de migrants. En amont de ces résidences de femmes au village d'origine, les stratégies combinent des objectifs de solidarité et sécurité familiale, de scolarité, de maintien des réseaux. Mais ces femmes « au village » accompagnent aussi des investissements conséquents et diversifiés, aux déterminants structurels autour du cacao et du politique : chute du prix du cacao à partir de 1988, baisse des rendements des cacaoyères vieillissantes, crise politico-militaire, nouveaux enjeux fonciers. Ces profonds changements écologiques, économiques, politiques des années 2000 génèrent ou accélèrent le processus de « retour » des femmes au village d'origine, ... et du boom spectaculaire de l'anacarde en Côte d'Ivoire. Les femmes y jouent un rôle important, par exemple dans les groupes se réclamant d'une origine Abron/Koulango, aux confins de la frontière Ghanéenne. Leur « retour » au village d'origine peut s'interpréter comme une migration post-cacaoyère, porteuse de diversification et d'investissement. Ces « femmes qui restent ou qui repartent » reflètent l'histoire, les jeux et enjeux de l'économie de plantation ivoirienne ou plutôt « ivoiro/ouest-africaine », mais en écrivent aussi une nouvelle page.

## INDEX

**Mots-clés:** cacao, anacarde, économie de plantation, enjeu foncier, genre, agriculture familiale, migration, crise politico-militaire, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Ghana

**Keywords:** cocoa, cashew, plantation economy, land issues, gender, family agriculture, political and military crisis

## AUTHOR

### FRANÇOIS RUF

François Ruf, francois.ruf@cirad.fr, est chercheur au Cirad, membre de l'UMR Innovations. Il a publié récemment :

- Ruf F., Schroth G., 2015. *Economics and Ecology of Diversification. The case of Tropical Tree crops*. Quae and Springer, (2), p. 41-86.
- Chambon B., Ruf F., Kongmanee C., Angthong S., 2016. Can the cocoa cycle model explain the continuous growth of the rubber (*Hevea brasiliensis*) sector for more than a century in Thailand? *Journal of Rural Studies*, 4, p. 187-197. doi:10.1016/j.jrurstud.2016.02.003
- Ruf F., 2015. La fertilisation des cacaoyères en Côte d'Ivoire. 35 ans d'innovations villageoises. *Agronomie, environnement et sociétés*, 5:2.